

[print](#)

## Charlie Hebdo et le procès de Tsarnaev, Cui bono?

De [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Global Research, janvier 12, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/charlie-hebdo-et-le-proces-de-tsarnaev-cui-bono/5424344>

Il y a deux façons de voir le soi-disant attentat terroriste contre le journal satirique français, *Charlie Hebdo*.

La première est que dans le monde anglophone, ou dans sa majeure partie, ces satires auraient été considérées comme « discours de haine » et leurs auteurs arrêtés. Mais en France, les musulmans sont exclus de la catégorie des privilégiés, ils ont donc eux-mêmes puni ceux qui les avaient offensés.

Pourquoi les musulmans se fâchent-ils ? Ils devraient, depuis longtemps, être habitués à l'hypocrisie occidentale et à son « deux poids, deux mesures ». À n'en pas douter, ils sont contrariés de ne pas jouir de la protection dont bénéficient d'autres minorités, mais pourquoi exercer des représailles contre la satire et non contre la participation aux guerres que Washington fait aux musulmans, et qui causent des centaines de milliers de victimes ? La mort n'est-elle pas plus grave que la satire ?

Une autre façon de voir cet attentat est de le considérer comme un rappel à l'ordre du vassal France par Washington. Les suspects peuvent être à la fois coupables et boucs émissaires. Il suffit de se souvenir des complots terroristes qui ont été montés de toutes pièces par le FBI dans le but de convaincre les Américains que la menace du terrorisme était bien réelle. [1]

La France souffre des sanctions imposées à la Russie par Washington. Les chantiers navals sont en difficulté, car ils ne peuvent livrer les commandes russes en raison de la soumission de la France à Washington. D'autres secteurs de l'économie française sont durement affectés par les sanctions que les États marionnettes de l'OTAN sont contraints d'appliquer à la Russie, sur ordre de Washington.

Cette semaine, le président français a dit qu'il fallait mettre fin aux sanctions contre la Russie (idem pour le vice-chancelier allemand).

C'est, pour Washington, la preuve de trop d'indépendance politique de la part de la France. Les USA ont-ils ressuscité « l'Opération Gladio » de la période suivant la Seconde Guerre mondiale, quand la CIA perpétrait des attentats à la bombe contre les Européens, pour qu'ensuite Washington accuse les communistes d'en être les auteurs, afin de détruire leur influence dans les élections en Europe ? De même que l'on a fait croire au monde que les communistes étaient responsables des attentats terroristes de l'Opération Gladio, les musulmans sont aujourd'hui accusés des attentats contre le journal satirique français.

La question est toujours : à qui profite le crime ? La réponse est : pas à la France, pas aux musulmans, mais à l'hégémonie mondiale des États-Unis. L'hégémonie étatsunienne, c'est ce que la CIA renforce. L'hégémonie étatsunienne, c'est la politique étrangère néoconservatrice imposée par les USA.

Selon la National Public Radio, l'attentat contre *Charlie Hebdo* est une question de liberté d'expression. Les États-Unis jouissent de la liberté d'expression, annoncent les gurus de NPR, mais les terroristes en ont privé les Français.

Mais comment peut-on dire que les États-Unis ont la liberté d'expression, quand le reporter du NY Times James Risen a été mis sur le grill pour lui faire révéler ses sources d'information en dépit de la protection qu'est sensée offrir la constitution des USA, à Risen, à ses sources et à tout lanceur d'alerte. Il est clair qu'aux États-Unis, tout est maintenant soumis au pouvoir absolu de la « *National Security* ».

La *National Security* n'a rien à voir avec la sécurité nationale. Elle ne sert qu'à protéger les criminels au sein du gouvernement et à leur éviter d'avoir à rendre des comptes pour leurs crimes. Chaque fois que vous entendez Washington invoquer la *National Security*, vous pouvez être sûrs à 100% que le gouvernement a commis un nouveau crime. La *National Security* est le camouflage pour les opérations criminelles de Washington. Elle permet d'empêcher que les crimes du gouvernement soient exposés en pleine lumière et d'empêcher ainsi que les responsables soient inculpés.

Certains se demandent quel est le rôle que la *National Security* va jouer dans le procès du poseur de bombe présumé au marathon de Boston, Dzhokhar Tsarnaev. Ce dernier est en prison depuis avril 2013 après avoir été formellement accusé le 22 avril 2013. Mais la sélection des membres du jury n'a commencé qu'en ce mois de janvier 2015. Pourquoi un aussi long délai ? La garantie d'un procès rapide ne signifie plus rien, mais vu les multiples accusations qui viennent s'ajouter à celle de l'attentat à la bombe pour lequel le gouvernement fait appel à des témoins oculaires et à des confessions, et étant donné que les frères Tsarnaev sont déjà tenus pour coupables par les médias, un délai aussi long laisse perplexe. Nous n'avons toujours pas entendu ce que Dzhokhar Tsarnaev avait à dire. Il est tentant de penser que si le procès de Dzhokhar Tsarnaev a été autant repoussé dans le temps, c'est pour parachever son conditionnement et l'acceptation de sa culpabilité, et pour laisser le temps à toutes les questions posées dans les médias alternatifs d'être oubliées.

Les journaux et les télévisions nous ont servi les explications du gouvernement sans faire aucune enquête. Pourtant, des questions cruciales ont été soulevées dans les médias alternatifs pour chacun des aspects de cette affaire. Comme le gouvernement US nous l'a lui-même appris depuis la période « Clinton », le plus sage est de considérer que tout ce que dit le gouvernement est un mensonge.

Le côté le plus trouble de cette affaire est la rapidité avec laquelle pas moins de 10 000 soldats lourdement armés constitués d'agents de police de différentes provenances et de soldats de la Garde nationale portant la tenue militaire et équipés de tanks et de gilets pare-balles se sont déployés dans les rues de Boston. Jamais auparavant une telle force armée dotée d'équipements militaires n'avait été utilisée dans le cadre d'une chasse à l'homme, encore moins pour traquer un jeune homme de 19 ans blessé et désarmé.

Pour rassembler une telle troupe et la déployer aussi rapidement, il faut que cela ait été prévu à l'avance. Ce qui nous a été présenté comme une chasse à l'homme, la poursuite d'un homme gravement blessé ressemble plus à un test en vue de créer un précédent pour verrouiller l'une des plus grandes villes des USA, avec des escouades de soldats expulsant des citoyens américains de leur domicile sous la menace d'une arme et la fouille systématique de ces logements qui ne contribuait en rien à la capture du prétendu suspect. Les chances étaient nulles de voir j'importe quel habitant cacher chez lui un fugitif désarmé gravement blessé, en train de mourir faute de soins médicaux.

Non seulement Boston et sa banlieue étaient en état de siège, mais la Federal Aviation Administration (FAA) fermait l'espace aérien au-dessus de la ville et émettait un ordre de « rester au sol » pour l'aéroport de Logan. Pourquoi ? De

nombreuses autres villes du Massachusetts et même certains autres États ont mis leur police en état d'alerte. Pourquoi ?

Sur les lieux se trouvaient le FBI, le Bureau of Alcohol, Tobacco Firearms and Explosives, la CIA, la Drug Enforcement Administration (lutte contre la drogue), le National Counter terrorism Center (lutte antiterrorisme). Le procureur général (US Attorney General) a donné tous les moyens au Ministère de la Justice US. Pourquoi ?

La seule explication plausible est [la volonté] d'accroître le sentiment de peur de manière à faire accepter le verrouillage de la ville de Boston et l'invasion des domiciles par la police. Cela n'a aucun sens de considérer que le danger représenté par un jeune homme de 19 ans désarmé et blessé peut justifier un tel déploiement de force et une telle violation des droits constitutionnels des citoyens.

Toute personne sensée doit se poser la question de savoir si cet attentat à la bombe n'était pas finalement un événement orchestré dans le cadre d'une opération visant à coordonner les gouvernements locaux et fédéraux pour verrouiller l'une des principales villes américaines. Un sondage fait parmi les citoyens de Boston en juillet dernier a montré que 42% d'entre eux avaient des doutes sur la version officielle des événements. [2]

Les plus naïfs disent toujours que s'il y avait eu conspiration, quelqu'un aurait parlé. Mais cela s'est effectivement produit, sans avoir pour autant aucun effet. Par exemple, pendant le premier mandat de George W. Bush, un lanceur d'alerte de la NSA a divulgué au New York Times l'information selon laquelle cette agence court-circuitait la FISA Court [cour de surveillance supervisant les demandes de mandats autorisant la surveillance, par les agences fédérales judiciaires américaines (FBI, NSA), de présumés agents de renseignement étrangers sur le sol américain] et espionnait sans mandat des citoyens américains. Selon la loi américaine, la NSA complotait avec le régime de Bush pour commettre des crimes graves (peut-être dans un but de chantage), mais le New York Times a bloqué l'information pendant un an jusqu'à ce que George W. Bush soit réélu et que le régime ait eu le temps de légaliser les crimes, a posteriori.

L'opération Gladio a consisté en une conspiration secrète pendant des décennies, jusqu'à ce qu'un président italien en révèle l'existence.

L'opération Northwoods a été gardée secrète jusqu'à ce que la seconde Commission Kennedy la révèle, des années après.

Plus d'une centaine de secouristes, de policiers et de pompiers ont rapporté avoir entendu, ou été personnellement témoins de multiples explosions, étage après étage, et même dans les sous-sols des Tours Jumelles du World Trade Center. Ces témoignages n'ont pas suscité le moindre intérêt.

Il a suffi d'un seul professeur de physique d'école secondaire pour mettre en pièces le compte-rendu par le NIST de l'effondrement de la tour 7 du WTC. Il a été prouvé de manière irréfutable que cet immeuble s'est effondré dans le cadre d'une démolition contrôlée, mais cela n'a eu aucun effet sur l'histoire officielle.

Les co-présidents et conseillers juridiques de la Commission sur le 11/9 ont publié des livres dans lesquels ils affirment que des informations ont été dissimulées à la commission, que les forces armées américaines leur mentaient, et que la commission « était vouée à l'échec ». Ni le Congrès, ni les médias, ni même l'opinion publique américaine n'ont montré le moindre intérêt pour savoir pourquoi ces informations étaient restées cachées, pourquoi les militaires avaient menti et pourquoi la Commission était « vouée à l'échec ». Ces déclarations stupéfiantes des responsables de l'enquête officielle n'ont eu absolument aucun impact.

Même aujourd'hui, une majorité de la population américaine croit à la propagande de Washington affirmant que la Russie a envahi l'Ukraine et en a annexé plusieurs provinces. L'opinion publique et les jurys américains ne se distinguent pas par leur capacité de jugement ni par leur intelligence.

Le gouvernement raconte aux Américains n'importe quelle histoire qu'il a lui-même fabriquée et profite de la crédulité des gens.

Aujourd'hui, l'opinion publique américaine est divisée entre ceux qui font confiance aux médias grands publics et ceux qui font confiance aux médias alternatifs sur Internet. Seuls ces derniers ont une petite idée de ce qui se passe réellement.

Les histoires de *Charlie Hebdo* et des frères Tsarnaev ne seront pas basées sur des faits, mais sur les intérêts du gouvernement. Comme par le passé, les intérêts du gouvernement prendront le pas sur les faits.

**Paul Craig Roberts**

le 8 janvier 2015

[PaulCraigRoberts.org](http://PaulCraigRoberts.org)

Article en anglais :



### [Charlie Hebdo and Tsarnaev's Trial: Cui bono?](#)

Traduit de l'anglais par Diane Gilliard, Chris, et Christophe pour [ilfattoquotidiano.fr](#) et [Arrêt sur Info](#).

#### Notes

1. <http://reason.com/blog/2014/07/22/human-rights-watch-all-of-the-high-profi>
2. <http://www.globalresearch.ca/four-in-ten-bostonians-skeptical-of-official-marathon-bombing-account/5390848>

**Paul Craig Roberts** : Ancien vice-ministre des finances de Reagan et ancien Rédacteur en chef adjoint du *Wall Street Journal*, Paul Craig Roberts, a pris ses distances avec la dérégulation néolibérale. Il est devenu ensuite un adversaire de l'entrée en guerre de George W. Bush contre l'Irak. Il considère que la politique étrangère belliciste de Clinton, Bush et Obama a trahi le contenu fondamentalement libéral et pacifique de la Constitution américaine de 1787. Dans son blog il dénonce les dangers que l'hégémonisme, le militarisme et l'arrogance de Washington font courir à la paix mondiale.

#### These might interest you:

No related posts.

Copyright © 2015 Global Research

